



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier Ministre, François FILLON**

**« Égalité des chances »**

**Lycée Roosevelt**

**- Reims, jeudi 19 novembre 2009 -**

Mesdames, Messieurs,

Le grand intérêt que nous avons éprouvé à l'instant, à regarder, à écouter, à comprendre, le fonctionnement de cette expérience des Cordées de la Réussite, et je voudrais vous dire que je suis très heureux de participer à cette cérémonie. Et puis j'ai une petite pensée, pardon si je ne distingue qu'un seul établissement d'enseignement supérieur mais j'ai entendu que l'Université de technologie était citée, comme il se trouve que je l'ai portée sur les Fonts Baptismaux, dans une autre vie, je suis heureux de voir que l'enfant a grandi et qu'il s'agit d'un bel établissement qui d'ailleurs montre à quel point le concept de ces universités de technologie était un beau concept qui n'a pas été suffisamment dupliqué dans le passé.

Il y a quelques jours, nous recevions, au début de la semaine à Paris, avec le président de la République, le président de la République d'Irak. Un Monsieur qui a été un grand Résistant pendant des années et des années, au Kurdistan. Et à trois ou quatre reprises il nous a dit : pour moi, la France c'est le pays qui a proclamé cette vérité simple, cette vérité universelle, cette vérité qui a été enfouie et confisquée pendant des siècles parce que beaucoup d'hommes voulaient fonder leur domination sur une prétendue supériorité de leur nature. Cette vérité, c'est que les hommes naissent libres et égaux en droits. Les hommes de 1789 ont placé l'égalité en effet, au cœur, à l'origine de la politique moderne. Mais il faut savoir ce que l'on veut dire quand on parle d'égalité. L'égalité, ce n'est évidemment pas l'uniformité. L'égalité ce n'est pas le nivellement des talents, ce n'est pas la fin des efforts : en un mot, l'égalité ce n'est pas l'égalitarisme. L'égalité, pour notre République, c'est l'égalité des droits, c'est l'égalité des devoirs, c'est l'égalité du respect, c'est aussi l'égalité des chances. L'égalité des droits fait nécessairement abstraction de toute considération sociale. L'égalité des conditions, à l'inverse, ce serait l'uniformisation des manières de vivre, le reniement des différences auxquels chacun peut légitimement aspirer par son travail et ça n'est pas notre conception de l'égalité. Entre l'égalité des droits et l'égalité des conditions, il y a l'égalité des chances. L'égalité des chances, c'est ce qui doit permettre à tous les citoyens d'être à armes égales dans l'accès à la réussite intellectuelle et sociale. L'égalité des chances, c'est la prise en compte de la difficulté des situations, c'est la prise en compte des handicaps sociaux qui empêchent parfois les talents de se révéler et de s'exercer pleinement. L'égalité des chances, c'est ce qui garantit à chacun que son avenir ne sera pas déterminé par ses origines. C'est ce qui fait que la République a un projet, un projet dans lequel chacun peut se sentir investi, parce qu'il sait qu'aucune porte ne lui sera fermée par principe. Nous le savons bien, pour beaucoup de nos concitoyens, leur destin et celui de leurs enfants se tracent trop vite, trop brutalement, sans qu'ils puissent avoir toutes les cartes en main. Ce fatalisme social met en danger notre pacte républicain. Il faut donc le combattre en remettant la France en mouvement, en refusant les positions figées, en restaurant la valeur de la réussite scolaire. Parce que naturellement, c'est d'abord à l'école que l'on mesure la réalité de l'égalité des chances. Cette école, depuis la fin du XIXe siècle, elle est le creuset où se forment les destinées sociales dans notre République. C'est le lieu des possibles, c'est le lieu des ascensions fulgurantes, c'est le lieu de la conquête des responsabilités. Je pense à la fierté des parents qui ont travaillé dur et dont le fils ou la fille intègre une grande école.

Tout à l'heure plusieurs des parents qui s'exprimaient, ont parlé des hautes études. On sent tout de suite ce que cela veut dire. Je pense à la fierté d'un professeur qui a réussi à éveiller les talents d'un élève qui ne les imaginait pas en lui, et dont il apprend un petit peu plus tard, qu'il entame une carrière brillante. Il y a eu beaucoup de réussites formidables. Il y en a encore, parce que nous avons des enseignants remarquables qui ont le sens de leur mission. Mais la vérité, malheureusement, c'est aussi que l'école est trop souvent un lieu de

découragement, de frustration et de violence. Il faut Mesdames et Messieurs que l'école soit ce lieu chargé de sens, ce lieu chargé de valeurs, d'espoirs, il faut que ces promesses d'ascension sociale soient tangibles. Il y a longtemps qu'on sait que les facteurs sociaux interfèrent avec les critères d'excellence scolaire. Il est plus facile d'être un bon élève quand on vient d'une famille aisée qui a déjà accès à la culture et au savoir. Il y a longtemps qu'on sait ça. Et c'est justement parce qu'il y a longtemps qu'on le sait qu'il est d'autant plus inacceptable que ce phénomène se soit aggravé au cours de ces dernières années.

Les statistiques nous montrent que les enfants de familles défavorisées ont deux fois moins de chance d'accéder aux études supérieures et cinq fois moins d'intégrer les filières d'excellence comme les classes préparatoires aux grandes écoles. Nous devons tout faire pour débloquer cette situation, qui va contre toutes les valeurs fondatrices de notre pacte social. Nous avons donc décidé de conduire une politique volontariste, engagée en faveur d'une meilleure égalité des chances. Il y a trois chantiers qui nous semblent au cœur de cet objectif. Le premier c'est l'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles, en augmentant l'accueil des boursiers méritants et motivés. En décembre 2008, le président de la République nous avait fixé un objectif : 25 % de boursiers dans les classes préparatoires à la rentrée 2009 et 30% à la prochaine rentrée 2010. Eh bien maintenant que les bilans de rentrée sont établis, nous savons chiffres en mains qu'en moyenne l'objectif des 30% est déjà atteint. C'est donc la preuve que l'Education Nationale et l'Enseignement supérieur sont capables d'une grande réactivité, quand les enjeux et les objectifs sont clairs et qu'ils sont partagés. Et c'est la preuve qu'avec de la volonté il est possible de faire évoluer toutes les situations.

Le deuxième chantier, c'est le dispositif des Cordées de la Réussite qui a été mis en place par Fadela AMARA et Valérie PECRESSE et qui prolonge le travail déjà entrepris avec les filières d'excellence. Une Cordée de la Réussite, je n'ai pas vraiment besoin de vous l'expliquer ici, c'est un partenariat entre des établissements d'enseignement supérieur et des lycées situés dans des quartiers prioritaires ou des lycées qui accueillent un nombre important de boursiers sociaux. C'est la possibilité pour des lycéens motivés de bénéficier d'un tutorat, d'un soutien scolaire, d'un accompagnement culturel, au contact d'étudiants et de professeurs, mais aussi d'entreprises qui apportent une aide financière et qui créent une relation avec le monde de la vie active. C'est une initiation aux parcours d'excellence qu'ils pourront plus facilement emprunter à la sortie du lycée justement parce qu'ils en seront devenus familiers.

Alors, ce que nous voulons, c'est que les élèves motivés sachent toutes les possibilités qui leur sont offertes. Il ne faut pas – comme c'est trop souvent le cas – que les élèves ignorent les différentes voies d'excellence qu'ils peuvent s'ouvrir grâce à leurs efforts. Il ne faut pas que les talents soient découragés. Il ne faut pas qu'un élève se dise: « ça ce n'est pas fait pour moi », parce qu'il vient d'un milieu qui n'est pas favorisé. Il faut briser ce syndrome de l'auto-censure et du renoncement.

Enfin, le troisième chantier, c'est celui des internats d'excellence. Si l'on veut que des élèves d'origine modeste rejoignent les prépas où ils sont sélectionnés, il faut leur donner la possibilité matérielle de le faire. Pour réussir dans ces filières exigeantes, il faut pouvoir travailler dans de bonnes conditions. Et si je suis venu ici à Reims, au lycée Roosevelt, c'est justement parce qu'il me semble que vous illustrez de façon exemplaire ces trois chantiers.

Parmi vous et avec vous, j'ai voulu saluer les efforts et les succès des professeurs et des chefs d'établissement qui se sont engagés en faveur d'une meilleure égalité des chances. J'ai compris qu'à Roosevelt, les boursiers sociaux représentent ces trois dernières années, plus de 30 % des élèves qui rejoignent les classes prépas. Je sais aussi que votre lycée est l'une des sept « têtes de cordée » de l'Académie de Reims, qu'il y a des élèves de prépas et des professeurs de Roosevelt qui accompagnent des lycéens boursiers ici même et dans d'autres établissements de la région. Et le bilan est très encourageant puisque les élèves

concernés ont d'excellents résultats au Bac, et certains dans la foulée s'inscrivent en prépa, comme d'autres vont à l'université ou en IUT. On m'a enfin signalé que votre internat accueillait une proportion importante de jeunes filles. Et vous savez bien qu'en France l'inégalité d'accès aux internats entre les filles et les garçons est un problème auquel nous voulons remédier au plus vite.

Je veux aussi saluer les efforts de l'Académie de Reims, Monsieur le Recteur qui a déjà atteint l'objectif d'accueillir plus de 30% d'élèves boursiers en classes préparatoires et qui, depuis la rentrée 2006, a permis à plus de 500 lycéens boursiers méritants d'être accompagnés, grâce à un réseau composé de lycées, de l'Université de Champagne-Ardenne, de grandes écoles mais aussi de collectivités qui soutiennent financièrement le projet et que je tiens à remercier.

Mesdames et Messieurs, notre engagement pour l'égalité des chances va se poursuivre. De nouvelles mesures vont être lancées au cours d'un comité interministériel que je réunirai. Nous voulons tout d'abord mettre en chantier 20 nouvelles résidences sociales étudiantes : cela représentera 2.000 places disponibles à la rentrée 2011 pour les élèves de classes préparatoires et les étudiants des universités. Nous voulons créer, entre 2009 et 2012 : 100 nouvelles classes préparatoires. Et en particulier des classes préparatoires technologiques, pour redonner à cette filière toute la place qui lui revient dans les lycées et les grandes écoles. Nous voulons que plusieurs mesures facilitent la présentation aux concours des élèves boursiers. Je pense en particulier à la suppression des frais d'inscription d'ici à 2011.

Nous voulons qu'une mission d'inspection évalue si les concours d'accès aux grandes écoles présentent ou non des caractères discriminatoires. Enfin nous voulons développer l'apprentissage dans les grandes écoles. Pourquoi l'apprentissage ? Parce que c'est une des meilleures façons de concilier l'autonomie financière, l'obtention d'un diplôme de haut niveau et l'insertion professionnelle. Et parce que cela répond aux attentes de ceux qui ont besoin de gagner leur vie le plus vite possible et qui redoutent de s'engager dans des études plus longues qui leur apparaissent coûteuses. Il y a aujourd'hui 12.000 élèves en apprentissage dans les grandes écoles, nous voulons augmenter considérablement ce chiffre.

Pour que toutes ces mesures soient rapidement mises en œuvre, j'ai demandé à Valérie PECRESSE et à Yazid SABEG de signer avant la fin de l'année une convention spécifique avec la Conférence des grandes écoles. Et parce que les Cordées de la Réussite sont un dispositif qui marche, je veux qu'il s'étende, je veux surtout qu'il soit mieux connu, de même que tous les dispositifs d'accompagnement des jeunes vers les filières sélectives. Dès le mois de janvier il faut que des journées nationales de communication, les journées de l'excellence et de la réussite, les fassent découvrir à tous les lycéens qui pourraient en bénéficier.

Quand on est doué, quand on est motivé, il est essentiel que l'on connaisse toutes les possibilités qui vous sont offertes. Et je crois que c'est le devoir de la République que d'informer les élèves de tout ce qui peut récompenser leurs efforts ! C'est le devoir de la République de ne pas laisser les talents en friche ! Et quand l'ascenseur social est bloqué, c'est le devoir de la République de descendre les escaliers pour aller repérer les talents et pour les aider à réussir ! Le combat pour l'égalité des chances à l'école, il se prolonge dans le combat pour la promotion de la diversité dans le monde du travail. Et là aussi, nous allons lancer demain de nouvelles mesures. Nous voulons que les partenaires sociaux se saisissent du thème de la diversité dans l'entreprise comme le prévoit l'agenda social en 2009 : Il y a eu un accord interprofessionnel de signé en octobre 2006, il faut en faire le bilan et il faut élargir le champ des réflexions.

Xavier DARCOS leur soumettra une proposition concrète : que les actions en faveur de la diversité soient inscrites dans le bilan social qui est obligatoire dans toutes les

entreprises de plus de 300 salariés. Nous voulons que dès le début de l'année 2010, le label diversité – qui est ce label qui témoigne de l'engagement réel des entreprises sur le sujet – soit étendu aux Petite et Moyennes Entreprises, qui aujourd'hui ne sont pas concernées, et à la Fonction publique.

Mesdames et Messieurs, Roosevelt qui a donné son nom à votre lycée, avait une belle formule puisqu'il disait : la seule chose qui doit nous faire peur, c'est la peur elle-même ; la peur irrationnelle, le peur inexprimable, cette peur qui paralyse les efforts nécessaires. Il est bien sûr impossible à quiconque de se comparer à Roosevelt, mais il est légitime de s'inspirer de ce grand président qui a permis la victoire des Alliés et qui a fait face à la grande crise de 1929. Eh bien, je crois que moderniser notre Pays, c'est justement écarter la peur, écarter la peur de l'action, la peur de ne pas être à la hauteur de la compétition internationale, la peur d'oser, la peur d'innover. Cette peur, elle ne correspond pas à la France que nous aimons. Elle ne correspond pas à la France que nous voulons. Nous avons démontré face à la crise mondiale, ensemble, que notre pays avait les moyens de résister. Et maintenant nous devons aller de l'avant avec courage. Et ici à Reims, je voudrais vous dire que l'Etat est à vos côtés face aux difficultés économiques que votre région rencontre.

Je veux profiter de l'occasion que j'ai de m'exprimer ici à Reims, pour vous confirmer que l'Etat apportera 45 millions d'euros de financement dans la construction du tramway.

Je veux vous confirmer que l'Institut national de recherches archéologiques préventives s'installera bien, comme le gouvernement en a pris l'engagement, à Reims prochainement.

Je veux vous annoncer enfin que le gouvernement a décidé d'élargir le zonage des aides à finalité régionale au nord de l'agglomération. Ca permettra de développer des projets non seulement aux abords de la base aérienne 112 qui est appelée à fermer, mais aussi sur le site de Bazancourt-Pomacle où se trouve le très prometteur pôle de compétitivité Industrie-Agro-Ressources.

Voilà Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire à l'occasion de cette cérémonie, qui illustre parfaitement le Comité interministériel que nous allons tenir demain. Avec vous, je veux dire aux jeunes Français : n'ayez pas peur de poursuivre vos idéaux. N'ayez pas peur de prendre vos responsabilités. N'ayez pas peur des hiérarchies sociales. N'ayez pas peur de viser haut. N'ayez pas peur de conquérir tous les possibles que l'école de la République vous propose. Ce principe de l'égalité des chances, qui engage le sens et l'avenir de notre République, vous pouvez chacun d'entre-vous l'incarner, et nous pouvons ensemble le réaliser.

Je vous remercie.